



Le populisme : qu'est-ce donc ?

Pierre-Louis Poyau

9 février 2018

Texte inédit pour le site de Ballast

Hugo Chávez ? Populiste. Marine Le Pen ? Populiste. Mélenchon, Donald Trump, Poutine, le zapatisme et le Brexit ? Populistes. On reste en droit de s'étonner : le mot « populisme » est devenu un signifiant sans signifié, servant, à longueur d'articles et d'interventions télévisées, à désigner tout, son contraire et souvent n'importe quoi. De la gauche radicale à l'extrême droite, quiconque s'en prend au système économique et politique en place se voit accoler l'étiquette désormais injurieuse — « Le populisme, voilà l'ennemi ! », ironisait déjà Serge Halimi dans les pages du Monde diplomatique en 1996. Le mot est pourtant riche d'une histoire sociale, en Russie comme aux États-Unis, premiers pays à avoir vu fleurir des mouvements le revendiquant. Un retour aux sources, synthétique et dépassionné, à l'heure où le très discuté « populisme de gauche » se taille une place de choix dans l'espace politique. ≡ Par Pierre-Louis Poyau



C'est Emmanuel Macron qui, le 7 janvier dernier, s'est vu taxer de populisme sur [les ondes de RTL](#) par le président du Sénat Gérard Larcher. Ce dernier considère en effet la volonté du président de limiter le cumul à trois mandats dans le temps pour les sénateurs comme un « gadget » risquant de « *nourrir le populisme* ». Incarnation de la Haute fonction publique d'État, passé par la banque Rothschild, le président de la République ne présente pourtant guère le profil d'un « populiste ». Si la sortie de Larcher peut surprendre au prime abord, on aurait tort de s'en formaliser. Dans un [éditorial](#) du *Monde*, le journaliste Alain Frachon s'étonne ainsi que, malgré la « *reprise de la croissance* », le populisme ne reflue pas. Et d'amalgamer sous ce vocable des mouvements aussi divers que nombreux. L'« ultradroite eurogrincheuse » au pouvoir en Pologne et en Hongrie ? Le pouvoir étasunien ? Le mouvement indépendantiste catalan ? Populistes, bien sûr. La revue libérale *Contrepoints* [fustige](#) quant à elle, dans une subtile allusion à la Chine maoïste, « *le petit livre rouge du parfait populiste* » de Jean-Luc Mélenchon.

« La notion de populisme, telle qu'employée par les médias mainstream et la plupart des acteurs politiques, n'est en réalité que l'avatar le plus récent d'une défiance séculaire à l'égard du peuple. »

D'où vient donc cette notion particulièrement à la mode depuis quelques années ? Elle



apparaît pour la première fois en 1984 dans le *sens commun* qu'on lui connaît aujourd'hui, sous la plume du politiste [Pierre-André Taguieff](#) ; il la définit comme une « *solution autoritaire* » reposant sur le charisme d'un chef et caractérisée par l'appel au peuple contre les élites oligarchiques. Dénoncée par la sociologue Annie Collovald pour sa pauvreté conceptuelle¹, la notion de populisme est caractérisée par un flou extrême qui lui permet d'amalgamer des mouvements issus de tout le spectre politique. À quelle pertinence scientifique peut prétendre une notion qui range sous la même bannière des formations aussi radicalement différents que le Parti communiste français, le mouvement indépendantiste catalan, l'extrême droite hongroise ou le parti républicain américain ? Ainsi que l'observe l'historien Guillaume Roubaud-Quashie, « *d'un simple point de vue descriptif, mettre Marine Le Pen et Hugo Chávez dans la même catégorie politique, ce n'est pas un progrès de la pensée politique... Il s'agit de pensées profondément différentes, donc forger un mot qui explique qu'il s'agit de la même chose, c'est une régression au plan intellectuel*² ». Le flou de la notion est volontaire, en ce qu'il permet de discréditer toute velléité de changement radical du système économique et politique en place.

Comme le relève le philosophe [Jacques Rancière](#), la notion de populisme s'articule autour de trois traits principaux : une rhétorique qui s'adresse directement au peuple par-delà ses représentants ; la dénonciation de la corruption des élites dirigeantes ; un discours identitaire qui exprime le rejet et la crainte des étrangers. Ce terme ne sert donc pas à désigner une force politique en particulier mais « *tire son profit des amalgames qu'il permet entre des forces politiques qui vont de l'extrême droite à la gauche radicale. [...] Il sert simplement à dessiner l'image d'un certain peuple*³ ». La notion de populisme donne en effet l'image d'un peuple « *caractérisé par l'alliage redoutable d'une capacité — la puissance brute du grand nombre — et d'une incapacité — l'ignorance attribuée à ce même grand nombre*⁴ ». Elle véhicule également le cliché d'un peuple intrinsèquement xénophobe, « *meute habitée par une pulsion primaire de rejet qui vise en même temps les gouvernants qu'elle déclare traîtres, faute de comprendre la complexité des mécanismes politiques, et les étrangers qu'elle redoute par attachement atavique à un cadre de vie menacé par l'évolution démographique, économique et sociale*⁴ ». La notion de populisme, telle qu'employée par les médias *mainstream* et la plupart des acteurs politiques, n'est en réalité que l'avatar le plus récent d'une défiance séculaire à l'égard du peuple. Déjà, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les promoteurs de la psychologie des foules, [Hippolyte Taine](#) et [Gustave Le Bon](#), faisaient du peuple une masse stupide et grégaire, susceptible de suivre n'importe quel leader qui flatterait de manière démagogique ses supposés bas instincts. Mais si le terme de populisme n'était pas employé dans ce sens à l'époque, c'est parce qu'il

renvoyait alors à une toute autre réalité.



Hugo Chávez (DR)

Le populisme historique : les cas russe et américain

Au XIX^e siècle et au début du XX^e, le terme sert en effet à décrire des forces politiques aux contours bien définis. En Russie, il est connu sous le nom de *narodnichestvo* et désigne le mouvement d'opposition d'une partie des intellectuels russes au tsarisme⁵. Issus de la classe moyenne, imprégnés de culture occidentale et conscients du retard économique de leur pays par rapport à l'Europe de l'Ouest, ces militants se donnent pour but l'éducation de la paysannerie au moyen d'une « croisade vers le peuple » fondée sur l'agitation politique dans les campagnes. L'échec est total : impitoyablement traqués par la police, les populistes se heurtent à la défiance de la paysannerie. Face à ce revers, le mouvement populiste se scinde en deux tendances : le groupe La Volonté du peuple, partisan de la [propagande par le fait](#) et de la violence révolutionnaire (responsable de l'assassinat du tsar Alexandre II en 1882) ; l'organisation Partage noir, qui regroupe les promoteurs de l'agitation politique. De cette dernière naîtront deux des principaux acteurs politiques des révolutions de février et octobre 1917 : le parti des constitutionnels-démocrates (réformistes favorables à l'instauration du parlementarisme) et le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Le mouvement populiste signe donc l'acte



de naissance de la gauche politique en Russie. Il regroupe en son sein les ancêtres des principales forces politiques de gauche qui prendront leur essor à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècles : libéraux, socialistes et anarchistes.

« Le mouvement populiste signe l'acte de naissance de la gauche politique en Russie. »

Aux États-Unis, le populisme naît à la fin du XIX^e siècle⁶. Mouvement rural, il prend son essor dans le contexte de la Grande Dépression de 1873, qui frappe durement les campagnes. Les fermiers voient leur niveau de vie s'effondrer sous la double action de la baisse des prix agricoles et de la hausse du prix des produits manufacturés. La spéculation foncière et l'augmentation des tarifs de chemin de fer acculent les ruraux à l'emprunt, les plaçant dans les mains des banques. La paysannerie commence à s'organiser, notamment via la création des Granges, sortes de coopératives qui regroupent 800 000 membres en 1875 dans l'ouest et le sud. Dans l'Iowa, le Wisconsin, le Minnesota et l'Illinois, des majorités politiques locales favorables aux Granges parviennent à se faire élire. Au début des années 1890, une alliance de coopératives fonde le Parti populiste, au programme radical : nationalisation des chemins de fer, création d'un impôt progressif sur le revenu, frappe libre de l'argent (contre la monnaie rare qui augmente le coût des emprunts), vote à bulletin secret, usage du référendum. « *Le peuple est aux abois : que les limiers de l'argent qui nous harcèlent prennent garde !* » tonne alors l'une de ses militantes afin de dénoncer le pouvoir « *de Wall Street*⁷ ». [James Weaver](#), candidat du parti aux élections présidentielles de 1892, parvient à réunir un million de voix sur 12 millions de suffrages exprimés. Aux législatives de 1894, le parti rassemble 1,5 million de voix et fait élire 7 représentants. C'est toutefois le début de la fin pour les populistes américains : le parti démocrate parvient à récupérer l'essentiel de la base militante du parti populiste en intégrant à son programme certaines de ses revendications. Aux présidentielles de 1896, le candidat populiste se retire au profit de [William Jennings Bryan](#), figure de l'aile gauche des démocrates.

Dans une perspective historique, le terme de populisme désigne des phénomènes politiques spécifiques. En Russie, il s'agit d'une tentative de politisation populaire menée par des intellectuels issus de la classe moyenne et prônant un programme de réformes clair : instauration des libertés politiques essentielles, parlementarisme, réforme agraire... Aux États-Unis, c'est un mouvement proprement populaire qui voit des centaines de milliers de paysans s'organiser en coopérative avant de trouver un débouché institutionnel dans la création du parti populiste. Dans le cas russe comme dans l'exemple américain, le terme de populisme ne se veut pas un concept et ne doit

pas s'entendre comme une catégorie politique : il décrit une réalité spécifique. Avant que des politistes tels que Pierre-André Taguieff ne s'en emparent pour amalgamer tous les mouvements contestant l'ordre en place, le terme de populisme n'en était pas moins généralement associé à la gauche (songeons par ailleurs au [prix](#) littéraire français du roman populiste, créé dans l'entre-deux-guerres afin d'en « *finir avec les personnages du beau monde*⁸ »). Depuis le début des années 1980, un certain nombre d'intellectuels [post-marxistes](#) ont tenté de se ressaisir de ce terme historiquement chargé et de lui donner une nouvelle épaisseur conceptuelle dans le but d'en faire le fondement du renouveau intellectuel du courant progressiste.



Pablo Iglesias, de Podemos (EFE / BALLESTEROS)

Le populisme de gauche : quel renouveau théorique ?

C'est en 1985 que paraît l'ouvrage majeur des philosophes [Ernesto Laclau](#) et [Chantal Mouffe](#), *Hégémonie et stratégie socialiste*, au fondement de ce qui deviendra « le populisme de gauche ». Ces deux intellectuels appartiennent à un courant que l'on peut qualifier de « post-marxiste » — l'une de ses caractéristiques est la critique de l'idée marxiste selon laquelle la classe ouvrière aurait un intérêt fondamental dans le socialisme. Autrement dit, selon les post-marxistes, la position d'un individu dans le système économique ne détermine en aucun cas son positionnement politique : « La



société ne peut être conçue comme le déploiement d'une logique qui lui serait extérieure, quel que soit le point de départ de cette logique : forces productives, esprit absolu comme l'entendait Hegel, lois de l'Histoire ou autre. Tout ordre résulte de l'articulation temporaire et précaire de pratiques contingentes⁹. » Le marxisme orthodoxe est ici dénoncé comme un essentialisme « *qui faisait de l'existence des idées politiques le préalable à leur articulation dans le discours* » et « *dans lequel les identités politiques dépendaient de la position de l'acteur social dans les rapports de production⁴* ». Le populisme de gauche de Mouffe et Laclau est la réponse à cette erreur supposée des marxistes orthodoxes. Il repose sur deux notions essentielles : l'antagonisme et l'hégémonie. Antagoniste (qui oppose deux ennemis) — ou plutôt agonistique (deux adversaires) —, la politique l'est nécessairement : elle ne peut échapper à la négativité, parcourue qu'elle est de conflits pour lesquels il n'y a tout simplement pas de solution rationnelle : le « bien commun » n'existant pas en soi, il y aura toujours une lutte pour sa définition, la lutte agonistique. Tout ordre politique et social est hégémonique en ce qu'il est le résultat de « *pratiques cherchant à établir un ordre dans un contexte de contingence¹⁰* ». Tout ordre politique est précaire : il est le résultat du travail hégémonique d'une alliance d'acteurs sociaux. L'influence du penseur communiste italien Gramsci sur les populistes de gauche est ici manifeste : « *pour arriver à établir une hégémonie, il est nécessaire d'articuler différents groupes en créant entre eux une volonté collective¹¹* ». La Révolution française peut ainsi être décrite comme l'aboutissement de l'alliance de la bourgeoisie du tiers état et des classes populaires des villes et des campagnes — ce que Gramsci qualifie de « bloc historique ».

« Le discours des populistes de gauche doit se fonder sur l'articulation d'un "nous" (le peuple, les 99 %, ...) et d'un "eux" (la caste, l'oligarchie, la petite élite politique et économique au pouvoir). »

Pourquoi, dès lors, les post-marxistes que sont Mouffe et Laclau revendiquent-ils l'étiquette populiste ? Parce que l'horizon des forces progressistes doit être la construction d'un peuple. Le « peuple », chez les deux philosophes, n'existe tout simplement pas *en soi* : dans une perspective constructiviste, il doit être créé par des pratiques hégémoniques (relatives au discours, notamment). La construction d'une hégémonie, comme le souligne l'un des cadres de Podemos, Iñigo Errejón, passe par trois étapes. En premier lieu, l'incarnation de l'universel par un particulier : le groupe social qui cherche à imposer sa vision du monde doit apparaître comme le garant de l'intérêt général. La fameuse théorie du ruissellement, très populaire à l'aube des



années 1980, illustre ce principe à merveille : selon les économistes néolibéraux, l'argent versé aux plus riches via les baisses d'impôt bénéficiera à tout le monde — ce que les riches économisent en impôts, ils en feront profiter tout un chacun grâce aux investissements qu'ils pourront maintenant effectuer. Deuxième étape de la construction hégémonique, la création d'un consentement : « *Ceux qui commandent sont ceux qui ont la capacité de construire un consentement général autour de leur orientation et de faire que les gens voient le monde à travers les lunettes, les mots, les concepts des secteurs dirigeants*¹². » La troisième et dernière étape est la construction du terrain où se tient le débat. En d'autres termes, le groupe social qui tente d'instaurer un ordre hégémonique doit faire en sorte d'amener ses adversaires sur son terrain, de les contraindre à employer ses propres mots, à raisonner dans son cadre de pensée. Margaret Thatcher, que l'on interrogeait sur la réussite politique dont elle était la plus fière, répondit ainsi qu'il s'agissait de « *Tony Blair et du nouveau travaillisme. Nous avons obligé nos adversaires à changer d'opinion* ». Pour les populistes de gauche, les forces progressistes doivent adopter cette stratégie hégémonique que le néolibéralisme a parfaitement su employer. C'est le seul moyen de construire une alliance politique et sociale susceptible de prendre le pouvoir, de le conserver et d'en faire quelque chose.

Dans une perspective agonistique, le discours des populistes de gauche doit se fonder sur l'articulation d'un « nous » (le peuple, les 99 %, ...) et d'un « eux » (la caste, l'oligarchie, la petite élite politique et économique au pouvoir). Seule cette articulation, nettement plus efficace que le discours de l'antagonisme de classe du marxisme orthodoxe, est à même de permettre aux forces de progrès de conquérir le pouvoir. Ce renouveau théorique a connu différentes tentatives de traduction politique. Le mouvement espagnol Podemos en est sans doute l'exemple le plus frappant. Au sein du parti, *exit* les référents traditionnels de la gauche (qu'il s'agisse des mots d'ordre, des couleurs et jusqu'au terme même de « gauche ») : ces codes, à leurs yeux discrédités par les politiques néolibérales des socialistes espagnols, doivent être abandonnés au profit du diptyque « nous » / « eux », qu'ils estiment bien davantage mobilisateur. En France, la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon s'est essayée à cette stratégie au cours de la dernière élections présidentielle : quasi disparition des drapeaux de partis au profit des couleurs nationales lors des meetings (expression polémique des accents patriotiques que la FI, à l'instar de Podemos, ne cherche pas à dissimuler), quasi abandon des références à « la gauche » au profit d'un discours de dénonciation de la « caste » ou de « l'oligarchie ».



Jean-Luc Mélenchon en meeting à Paris, 2017 (Sipa)

La stratégie populiste — qui irrigue à présent une partie significative de la gauche européenne contemporaine, de Podemos à la France insoumise, jusqu'au tournant pris par le Labour britannique depuis l'élection de Jeremy Corbyn (mêlant rhétorique populiste et références à l'histoire et aux codes du vieux mouvement travailliste pré-Tony Blair) — compte, bien entendu, son lot de contempteurs. On peut même dire que les critiques abondent. Ne seront évoquées ici que celles qui viennent de la gauche et plus précisément de la gauche marxiste. Si, pour l'anthropologue [Jean-Loup Amselle](#), le populisme a intrinsèquement partie liée avec le racisme et la confusion « rouge-brune »¹³, le terme de « peuple » ne saurait, aux yeux du philosophe communiste [Alain Badiou](#), avoir que deux significations, négatives, dans les sociétés occidentales : celle d'un peuple fondé sur une identité nationale ou raciale ; celle d'un peuple entendu comme « classe moyenne », le peuple du néolibéralisme, « *libre de consommer les vains produits dont le Capital la gave*¹⁴ ».

Ce terme ne peut donc en aucun cas être un référent acceptable pour les forces progressistes, excepté dans le cadre d'une lutte de libération nationale — la lutte des classes seule, fondée sur l'alliance d'intérêts objectifs, doit guider l'action de la gauche. Guillaume Roubaud-Quashie, membre du Parti communiste français, développe une argumentation similaire : l'abandon de la référence aux classes sociales en soi relèverait « d'un [postmodernisme](#) caractéristique de la pensée des années 1980, pensée d'ailleurs



très datée : il n'y a pas de réalité mais d'indépassables discours. Il n'y a pas d'intérêt objectif de classe ; d'où l'importance accordée au mot plus vague de peuple¹⁵ ».

L'influence du philosophe Gilles Deleuze explique ici l'accusation en postmodernisme — pour Roubaud-Quashie, la question de classe a, au contraire, pris encore davantage d'importance avec l'avènement du néolibéralisme et la création d'un nouveau prolétariat. La seconde critique porte sur le caractère indépassable des conflits chez Mouffe et Laclau : « *Dire qu'on renonce à l'objectif de dépassement des conflits de classe, au moment où le capitalisme est de plus en plus inefficace et criminel, me paraît être inopérant et négatif. [...] La proposition théorique de Mouffe [...] débouche sur un horizon limité. Il s'agirait de renoncer au communisme au moment même où le capitalisme ne parvient clairement plus à répondre aux possibilités de développement de l'humanité⁴.* »

Illustration de vignette : Plantu

Les « Qu'est-ce donc ? » de Ballast

REBONDS

- ≡ Lire notre entretien avec Le Vent se lève : « [Rester connecté au sens commun](#) », novembre 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Danièle Obono : « [Il faut toujours être dans le mouvement de masse](#) », juillet 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Jacques Rancière : « [Le peuple est une construction](#) », mai 2017
- ≡ Lire notre article « [L'écোসocialisme : qu'est-ce donc ?](#) », Pierre-Louis Poyau, décembre 2016
- ≡ Lire notre article « [Refuser le clivage gauche-droite ?](#) », Alexis Gales, décembre 2016
- ≡ Lire notre entretien avec Olivier Besancenot : « [Le récit national est une imposture](#) », octobre 2016
- ≡ Lire notre article « [Le Buen Vivir : qu'est-ce donc ?](#) », Émile Carme, juillet 2016
- ≡ Lire « [Nous ne sommes pas encore assez populistes — en réponse à Iñigo Errejón](#) » (traduction), mai 2016
- ≡ Lire « [Podemos à mi-chemin](#) » (traduction), Iñigo Errejón, mai 2016



≡ Lire « Appel à un mouvement socialiste et populaire — par George Orwell », janvier 2016

1. Annie Collovald, *Le « populisme du FN », un dangereux contresens*, Éditions du Croquant, 2004.[↔]
2. Guillaume Roubaud-Quashie, « Le populisme fleurit là où on masque la lutte des classes », *Le Vent se lève*, 13 octobre 2017.[↔]
3. Jacques Rancière, « L'introuvable populisme », *Qu'est-ce qu'un peuple ?*, La Fabrique, 2013.[↔]
4. *Ibid.*[↔][↔][↔]
5. Paul Claudel, « POPULISME, Russie », *Encyclopædia Universalis*.[↔]
6. Marie-France Toinet, « POPULISME, États-Unis », *Encyclopædia Universalis*.[↔]
7. Cité dans « Le populisme, voilà l'ennemi ! », Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*, avril 1996.[↔]
8. Léon Lemonnier, *L'Œuvre*, août 1929.[↔]
9. Chantal Mouffe, *L'Illusion du consensus*, Albin Michel, 2016, p. 31.[↔]
10. Chantal Mouffe et Inigo Errejon, *Construire un peuple — Pour une radicalisation de la démocratie*, Cerf, 2017, p. 31.[↔]
11. *Ibid.* p. 64.[↔]
12. *Ibid.* p. 70.[↔]
13. *Les Nouveaux rouges-bruns — Le racisme qui vient*, Lignes, 2014.[↔]
14. Alain Badiou, « Vingt-quatre notes sur les usages du mot peuple », *Qu'est-ce qu'un peuple*, *op. cit.*[↔]
15. Roubaud-Quashie, *op. cit.*[↔]